

Réhabiliter la politique en Corse

CORTE 96-décembre 1997

Notre groupe se compose d'homme et de femmes de différents horizons sociaux, politiques et associatifs, pas forcément engagés dans une démarche de foi, réunis à l'initiative de l'Église de Corse dans la ligne du **Colloque de Corte 96**, pour apporter une réflexion éthique sur la société corse à partir d'une commune culture chrétienne. À l'étape où nous sommes de notre réflexion, nous choisissons de privilégier la dimension politique.

La signification de la politique

Il est urgent, en Corse, de réhabiliter le politique. Car, pour beaucoup de gens, elle est devenue le lieu du mal, que ce soit sous la forme du clanisme ou sous celle de la volonté totalitaire de groupes clandestins.

Le politique, ce sont les élus, à qui incombe la gestion de la cité ou de la région, son présent et son avenir. Mais ce sont aussi tous les acteurs potentiels de changement, tous les preneurs d'initiatives et de décisions.

La vie associative est, à cet égard, l'une des dimensions indispensables au fonctionnement de la société. C'est pourquoi elle ne saurait être considérée ni comme courroie de transmission ni comme contre-pouvoir. Elle réclame au contraire respect, soutien et promotion.

Il importe de le rappeler ici : il est légitime que chacun, à partir de ses références propres et de ses valeurs, qu'elles soient de caractère humaniste ou qu'elles soient fondées sur une vision religieuse de l'existence, porte un regard lucide et critique sur les choix des instances politiques. Il y a là, pour nous, non seulement un droit mais un devoir strict. L'action citoyenne ne s'arrête pas une fois le bulletin de vote déposé dans l'urne.

Une démocratie responsable

Dans nos microsociétés insulaires, les élections sont trop souvent des compétitions où seules comptent les personnes et les allégeances intéressées. Les solidarités familiales ou locales ont occulté la nécessité de projets globaux. Et, quand ces projets existent, ils se heurtent à l'hostilité des intérêts particuliers et corporatistes. Le sens de l'intérêt général fait trop souvent défaut. Il nous faut le développer.

De nouvelles formes d'expression politique ont émergé dans les années 1970. La démocratie n'y a pas trouvé son compte, et ce fut hélas, au prix de drames humains. Chacun est impliqué dans cette situation, l'Etat comme les partis et les groupes divers. Quelques signes ténus apparaissent cependant d'un progrès des mentalités. Il y a là un motif d'espérance.

Concernant le vote, il faut le redire, même si cela paraîtra à certains une vérité d'évidence, il doit être l'expression libre d'un choix. Or les conditions du libre choix ne sont pas réunies dans beaucoup de nos communes et elles ne le sont pas toujours dans les organisations professionnelles ou les associations.

Dans un système démocratique, il ne saurait y avoir de blanc-seing. Les citoyens ont le droit et le devoir en toute légitimité, de demander des comptes aux responsables politiques, et les élus doivent tout naturellement en accepter le principe en mettant les données des problèmes à la portée du plus grand nombre. Cela veut dire qu'il n'y a de responsabilité que partagée. Les citoyens ne sont donc pas fondés à rejeter sur "les autres" leur propre part de responsabilité. On sait qu'en Corse ils ne s'en privent pas.

Une démocratie pluraliste

La différence que l'on devrait recevoir comme source d'enrichissement est ici trop souvent facteur d'exclusion.

La confrontation est une épreuve rude mais nécessaire. La réconciliation n'est pas la disparition de l'autre, la paix n'est pas l'absence de conflits. Mais, il faut l'affirmer fortement, les conflits, même les plus graves, doivent être régulés dans le cadre d'un débat démocratique. La Loi est une nécessité première. Sans elle, il n'y a plus de société mais des groupes opposés qui s'entre-déchirent. Pour nous, il est clair qu'aucun démocrate ne peut admettre que la violence soit utilisée comme technique d'accès au pouvoir. Aucun groupe ne peut s'autoproclamer garant exclusif de l'avenir du peuple ou du pays.

L'histoire récente montre les désastres qu'engendrent une violence meurtrière. Quant aux dérives diverses, mafieuses par exemple, elles contredisent non seulement une "éthique de conviction" mais encore une "éthique de responsabilité". Qui dira en effet, en proportion des résultats positifs escomptés par les tenants de l'idéologie de la violence, la somme intolérable des malheurs humains, la dégradation des mœurs, la déstructuration sociale et le gâchis économique qui ont dévasté, dans sa réalité profonde, notre île au cours de ces dernières années?

Une éthique qui fonde la politique

Le politique, c'est d'abord le courage de choisir ce que l'on garde, ce que l'on sauve, ce que l'on aide. Il est faux de croire que l'on puisse tout faire, tout de suite, partout et pour tout le monde. Le développement suppose de tels choix. Encore faut-il que le politique soit ordonné à l'éthique.

- ⤴ Le politique est ordonné à l'éthique s'il s'assigne comme finalité ultime la promotion de l'homme, de tout homme, de tout dans l'homme. C'est là notre boussole.
- ⤴ Le politique est ordonné à l'éthique s'il s'impose une condition essentielle: la "transparence" tant réclamée par tous. Le citoyen ne peut déléguer en toute confiance que si la société se dote de moyens de contrôle.
- ⤴ L'utilisation des deniers publics est évidemment le champ le plus immédiat de cette exigence. C'est à juste titre que les citoyens s'en inquiètent, car il n'est pas évident qu'ils aient réellement les moyens de vérification.
- ⤴ Le politique est ordonné à l'éthique quand la justice économique et sociale est considérée comme impératif catégorique. Or qu'en est-il de l'égalité des chances ?

L'inadéquation entre formation et possibilité d'emploi pour les jeunes est criante.

L'insertion est en panne. L'aide apportée par l'Etat aux entreprises est-elle créatrice d'emplois ? La solidarité, réparatrice des inégalités, ne se divise pas, elle doit jouer à tous les niveaux et ne laisser personne pour compte. Or les situations de précarité connaissent une extension inquiétante et elles touchent autant les autochtones que les immigrés, notamment dans les banlieues défavorisées de nos deux grandes villes. Mais le monde rural n'est pas épargné.

- ✧ Le politique est ordonné à l'éthique quand il se donne pour objectif la valorisation maximale des ressources locales, matérielles, intellectuelles, culturelles.

Des efforts sont faits dans ce sens avec des résultats encourageants, mais ils restent isolés et ne s'inscrivent pas dans une hiérarchie des priorités. Cette valorisation des ressources locales, dans la ligne des traditions de la communauté insulaire, ne sera conforme à l'éthique que si elle est vécue dans l'ouverture à l'universel.

Sur les modalités concrètes de la relation entre le particulier, c'est à dire notre particularité corse et l'universel, le consensus ne se fait pas aisément. Il est de légitimes divergences. Ce n'est jamais le débat qu'il faut craindre. Ce sont bien au contraire les manquements au débat public qui ont coûté et coûtent encore cher à la Corse. L'interpellation mutuelle et la confrontation pacifique réclament un apprentissage permanent. C'est là une des conditions essentielles de la réhabilitation de la politique.

Michel Acquaviva
François Alfonsi
Jean-Pierre Bonnafoux
Dominique Casanova

Danielle Caïtuoli

Pierre Franceschi
Marcel Herz
François Mercury
Jean Mesini

François Pernin
Gaston Pietri

Simon Renucci
André Serra

Ajaccio, le 13 décembre 1997

Site : corte96.org